



Metz, le 9 mars 2010

**Lettre ouverte intersyndicale à Philippe Parini,
Directeur général des Finances Publiques**

Vous venez aujourd'hui à Metz pour parler de la mise en œuvre du D.O.S (document d'orientation stratégique) de la DGFIP avec des agents du Grand Est.

Au nom des organisations CFDT, CFTC, CGT, FO et Union SNUI/SUD de la DGFIP, nous sommes venus vous dire que les agents que nous représentons, eux, en ont plein le DOS de la mise en place de la DGFIP.

Plein le DOS des leçons de morale et de rigueur budgétaire, alors que votre tournée de propagande pour vanter les mérites du D.O.S est scandaleusement coûteuse pour les deniers de l'Etat.

Plein le DOS de la politique de dénigrement de la Fonction publique et des attaques frontales contre le statut des fonctionnaires, dont la plus grave est contenue dans la loi sur la mobilité des fonctionnaires et son décret d'application qui ouvrent la voie au licenciement des fonctionnaires.
Nous exigeons l'abrogation de ces dispositions.

Plein le DOS de cette politique de destruction de l'emploi public.

En 2010, sur le Grand Est, ce sont 256 emplois qui sont supprimés à la DGFIP, ce qui représente une ex DSF comme celle des Ardennes ou une ex Direction départementale du Trésor comme celle de la Meuse.

A titre d'exemple, en Moselle depuis 10 ans ce sont 150 emplois qui ont disparu dans la filière fiscale, soit l'équivalent de 3 centres des impôts.

En Meurthe et Moselle sur la même période ce sont 127 emplois qui ont été supprimés dans cette filière, soit 19% des effectifs.

Nous exigeons l'arrêt de ces suppressions d'emplois qui réduisent considérablement la capacité opérationnelle de nos missions, mettent en péril la lutte contre une fraude de plus en plus prospère, altèrent la qualité du service rendu aux usagers et font exploser la souffrance au travail.

Plein le DOS de l'affaiblissement du réseau du service public sur le territoire et de la fermeture de trésoreries en milieu rural, remplacées parfois par des permanences et des heures d'ouvertures restreintes, n'offrant à l'utilisateur qu'un service public au rabais.

Ainsi en Moselle, ce sont 7 Trésoreries qui ont fermé depuis 2005 ou sont réduites au rôle de bureau secondaire.

En Lorraine, il faut porter ce chiffre à 31 Trésoreries.

Nous exigeons l'arrêt de cette saignée du territoire par le maintien et le développement d'un réseau de proximité.

Plein le DOS de l'externalisation et de la privatisation progressive de nombre de missions de service public, menace dont n'est pas exempte la DGFIP pour certains de ses services.

En revanche dès lors que les pouvoirs publics décident de nouvelles taxes ou de nouveaux dispositifs à gérer (prime à la cuve, RSA, exonération de versement des 2 premiers tiers d'IR pour les contribuables des 2 premières tranches en 2009, la contribution économique territoriale au lieu et place de la TP, la future taxe carbone...) ce sont les agents de la DGFIP, toujours moins nombreux, qui sont sollicités pour absorber ces nouveaux dispositifs ou en gérer les difficultés.

Nous exigeons le maintien et le renforcement de toutes les missions de notre administration.

Plein le DOS de la RGPP dont l'objectif réel est le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

Nous exigeons l'arrêt de cette politique irresponsable qui tue non seulement l'emploi public mais les capacités opérationnelles de tous les réseaux des administrations déconcentrées de l'Etat sur le territoire.

Plein le DOS de la fusion de l'ex DGI et de l'ex DGCP qui n'est que le calque de la RGPP appliqué à notre milieu.

Nous condamnons cette réforme réalisée sans cohérence et sans moyens, dans le mépris du savoir faire des agents.

Nous exigeons que cessent les mises en place de structures et de protocoles de travail (SIP, GFU, Pôles, CDI/CDIF...) qui sous couvert de l'affichage politique que constitue l'amélioration souhaitable et la simplification du service rendu aux usagers cache une réalité inacceptable de déstructuration de nos emplois, de nos unités de travail et de dégradation de la technicité des métiers.

Plein le DOS des conditions de travail dégradées qu'entraînent les suppressions d'effectifs, la superposition incessante des réformes, la polyvalence forcée des tâches, la politique absurde des résultats et la pression hiérarchique croissante.

Risques organisationnels, risques psychosociaux, ambiances de travail dégradées, pression managériale insupportable forment un cocktail explosif qui accroît de manière considérable la souffrance au travail.

Où est donc passée votre promesse de façade d'adapter le travail à l'homme et non l'homme au travail ?

Nous exigeons une amélioration rapide et conséquente des conditions de travail qui passe, en plus de l'arrêt des suppressions d'emplois, par la fin de la dictature des objectifs, de la caporalisation des services et par la mise en place d'une véritable politique de dialogue social ouverte, transparente, respectueuse et prenant réellement en compte les attentes des personnels et de leurs représentants.

Plein le DOS de l'incitation au « chacun pour soi » et au « tous pour la Direction générale. »

L'administration joue l'individualisation des carrières et des salaires et la division des agents avec l'évaluation notation et la prime de fonction et de résultat.

Nous exigeons le retrait de ces mécanismes inacceptables qui cassent la solidarité professionnelle dans nos services et sèment l'injustice.

Plein le DOS de la modernisation des services publics à la sauce libérale

Moderniser les services ne veut pas dire avoir une pure vision comptable et à court terme, comme le dénonce justement le rapport récent de la Cour des comptes.

Moderniser les services publics, ce n'est pas les faire disparaître à coup de réformes suicidaires, comme celle de la DGFIP.

Moderniser les services publics ne doit pas se faire contre les fonctionnaires.

Nous exigeons que soient confortés, nos emplois, nos missions, nos garanties, que soit reconnu notre savoir faire par une véritable amélioration des carrières en terme de débouchés et de gains indiciaires, que soient améliorées nos conditions de travail considérablement dégradées depuis des années à la DGFIP, situation qui a aujourd'hui atteint un seuil inacceptable.

Voilà les principales préoccupations que les agents aimeraient voir consignées dans votre D.O.S.

Ne leur tournez pas le DOS ou nous vous tiendrons pour responsable de l'explosion sociale d'ampleur qui couve à la DGFIP.